

Léopold de Nucé, un Vouvryen, Général Sans-Culotte.

Étrange destinée que celle de ce Valaisan transplanté, né et mort sur sol étranger, n'ayant vécu dans son pays que quelques années et qui fut néanmoins l'un des types les plus représentatifs de la période de la République helvétique, de durée éphémère, mais de portée immense, puisqu'elle vit la chute définitive du régime féodal et l'avènement de l'unité nationale et de la démocratie moderne.

1. Au service de l'Autriche et de la France.

Jean-Antoine de Nucé, né à Vouvry en 1687, officier au service de l'Autriche, avait reçu le 17 mars 1732 de l'empereur d'Allemagne Charles VI ses lettres de noblesse et l'agrégation au nombre des gentilhommes de l'Empire romain.¹ Il avait épousé en premières noces Anne-Marie Tornery de St-Gingolph dont il eut six enfants, et en deuxième noces, Péronne Tornery, dont il eut :

- 1) Charles, conseiller antique du prince d'Oettingen-Wallerstein.
- 2) Léopold-François, objet de cette notice.
- 3) Joseph-Innocent, chevalier de l'ordre de St-Jean de Jérusalem au grand prieuré de Bohême.
- 4) Ferdinand, sur lequel nous ne savons rien de précis.

Léopold vit le jour le 22 juin 1740 à Innsbruck. Dès l'âge de 18 ans, il entra comme enseigne au service de sa M. I. d'Autriche, dans le régiment de Charles de Lorraine. La guerre de Sept Ans qui mettait Louis XV, Elisabeth de Russie et Marie-Thérèse d'Autriche aux prises avec Frédéric de Prusse et Georges I d'Angleterre, battait son plein. Léopold participa à toutes les campagnes de 1758 à 1762 ; il se trouva aux batailles de Bockkirschen, de Greisenberg, de Lignitz, de Torgau et à la défense de Dresde, où il fut blessé. Sa vaillance lui valut le grade de sous-lieutenant (15 juillet 1759) ; il passe alors au corps de grenadiers comme aide de camp du général Ferrary et se bat à Varstenheim et à Eineidlen.

¹ La famille de Nucé avait été admise au franc-patriotage et à la bourgeoisie de Sion par lettres patentes du 11 mars 1650.

Pendant ce temps, la République du Valais signait à Sion (30 septembre 1760) avec le résident français de Chaignon le renouvellement de la capitulation de 1689 pour le régiment dit de Courten. Les douze compagnies de ce régiment dont 21½ appartenaient jusqu'alors à des étrangers devaient être dorénavant attribuées à des Valaisans, à raison de neuf au moins à des Hauts-Valaisans et de trois au plus à des Bas-Valaisans. La paix de Paris (1763) qui terminait la guerre de Sept Ans rendait sa liberté à Léopold de Nucé qui entra dans le régiment réorganisé. Et pendant près de trente ans, ce sera pour lui des pérégrinations continuelles d'une garnison à l'autre : Toulon, Strassbourg, Metz, Douai, Besançon, Valenciennes, Bayonne, Paris, Cambrai, etc., au cours desquelles il conquiert ses galons de sous-lieutenant (1754), de lieutenant (1773), de capitaine commandant (1784), et la croix de l'ordre royal de Saint Louis (10 avril 1791) ; dès le 27 avril 1780, il avait été admis à une pension de 600 livres.

La Révolution éclate.

Quels espoirs, mais aussi quels scrupules dût répandre dans le cœur des soldats ressortissants de pays sujets la proclamation des principes de 89 ! D'un côté leur serment les lie à la monarchie, dont ils pressentent peut-être la fin prochaine et irrémédiable ; de l'autre, se dessine à leurs yeux la perspective de la liberté, de l'émancipation pour leur propre pays. Conflit douloureux et tragique entre le devoir et le sentiment !

Le moyen de ne pas être emportés dans le tourbillon quand ils voient le roi qui épingle à son tricorne la cocarde rouge, blanc, bleue, la noblesse et le clergé qui renoncent à leurs privilèges, la garde nationale qui flanche ? Et voici que le Club helvétique de Paris, acquis aux idées nouvelles, s'efforce de les introduire dans les régiments suisses, sur le concours desquels il compte pour révolutionner les cantons. De nombreux soldats, sous-officiers et officiers du régiment de Courten, dont le nom seul semblerait une garantie légitimiste : Quartéry, Devantéry, Odet, Gard, Cocatrix, Jost, Delavallaz, Preux, Dufay, s'affilient au *Club des Amis de la Constitution* de Cambrai et le grand-baillif Sigristen croit opportun de rappeler à ces Jacobins de la première école leur serment de fidélité (18 juillet 1791). La plupart se soumirent. Léopold de Nucé et Emmanuel de Rivaz² persévérèrent dans leur évolution. Le premier qui au cours d'un séjour à Grenoble avait fréquenté le Cabinet littéraire « où s'assemblaient de chauds amis de la liberté » et qui au service des rois n'avait jamais cessé d'être un « ami de la liberté », afficha même avec une ardeur de néophyte son enthousiasme pour le régime qui débutait et qui, hâtons-nous de le rappeler, ne s'était pas encore signalé par les excès qui le souillèrent par la suite.

Fougueux et impulsif comme il fut toujours, il n'avait même pas hésité, le 20 avril 1790, à se présenter à la barre de l'assemblée nationale pour

² Emmanuel de Rivaz, frère du chanoine Anne-Joseph, devint général de brigade sous la Révolution ; il mourut en 1833 comme chef de division au Ministère de l'Intérieur.

lui apporter l'hommage de sa sympathie et l'abandon d'une année de sa pension. Cette prouesse lui valut une ovation de la salle, mais, revers de la médaille, le « républicanisme violent » dont elle était l'expression, attira sur lui les foudres de la Diète valaisanne : elle prononça sa déchéance du droit de cité, la confiscation de ses biens et son bannissement perpétuel du Valais et de la Suisse (octobre 1790) : le 17 août suivant, elle le déclarait traître à la patrie et inhabile à servir plus longtemps dans le régiment valaisan. Et comme quelques officiers de ce régiment, grisés par la Révolution, avaient cru logique de retourner au gouvernement français leur croix de Saint Louis, Mgr Blatter stigmatisa leur conduite dans une lettre pastorale.

Ces mesures excessives expliquent l'attitude ultérieure de Nucé.

Notons en passant que, lorsque le régiment de Courten, fort d'environ 1000 hommes, fut licencié à Valenciennes, le 10 septembre 1792, 12 officiers et 166 hommes s'engagèrent dans les troupes nationales.

Pour sa part Nucé, — car dès lors il renonce à la particule — s'installe à Paris où il réside près de neuf mois. Bientôt l'inaction lui pèse et il fait des démarches pour reprendre du service. Grâce à la recommandation du comte d'Affry, commandant en chef des gardes suisses, il obtient en avril 1792 le poste de lieutenant-colonel du 101^e régiment français ; le voilà lancé dans la « guerre de la liberté », c'est-à-dire dans les campagnes extérieures de la Révolution. La chance le favorise tout d'abord. Le commandant du régiment, le colonel Samès, suspecté de réaction, est révoqué et le commissaire de l'assemblée nationale auprès de l'armée des Alpes bombarde Nucé, colonel, puis maréchal de camp de l'armée des Pyrénées orientales qui, sous le commandement de Dugommier chasse les Espagnols de la Montagne noire et envahit la Catalogne.

Avancement trop rapide pour être durable ; Nucé est à son tour victime de la délation. Un certain Espert, représentant du peuple, ajoute foi à des rapports de police qui le dénonçaient comme « frayant avec les aristocrates » et capable de trahison, du fait qu'il connaissait personnellement les officiers généraux autrichiens, aujourd'hui ennemis de la France. Sa qualité de « ci-devant » et d'étranger aggrave son cas. Il est suspendu de ses fonctions, emmené à Cahors et « jeté, raconte-t-il, dans les cachots de la tyrannie robespierrienne » (vers juillet 1792). Affirmation un peu exagérée ; les arrêts de notre général sans-culotte ne devaient pas être bien terribles, puisqu'il lui est un jour dressé contravention « pour avoir voulu donner à son cheval de louage deux onces de pain, reste de son dîner, — à défaut de son pain trempé dans le reste de son vin, dans un village à 1½ heure de Cahors ».

On l'enferme alors dans un local, ancien séminaire, aux portes mieux verrouillées et où il a l'autorisation de prendre ses maigres repas dans la société d'un certain Judicis appelé par la suite aux fonctions d'accusateur public au tribunal révolutionnaire de Paris. Il y trouve le temps long, la nourriture insuffisante, et réclame son jugement ou son élargissement. Dans

ce but, il multiplie les requêtes. En moins d'une année, il envoie 44 pétitions et plus de 60 lettres aux membres du Comité du Salut public et de la Convention nationale. Au général Paganel, représentant du peuple, il adresse ce message : « Après cinq mois d'attente : Justice. La mort ou du pain. Salut et fraternité » et cet autre au député Génissin, futur ministre de la justice : « Je suis sans pain ; *salva me quia pereo* »

Ces amis se portent garants de son civisme et obtiennent sa libération. Repourvu d'un commandement, dans l'armée du Nord cette fois, notre général, promu brigadier, est envoyé à Bruxelles pour guerroyer contre les Anglais et les Hollandais (automne 1793). Une nouvelle désillusion l'attend : au bout de deux semaines déjà, il se démet de ses fonctions, dégoûté « de la perfidie de Carnot,³ (l'organisateur de la victoire), de la ruse de Letourneur et des menées de leur conseil. »

Ainsi se termine sa carrière militaire...

II. *Au Grand Conseil helvétique.*

Des événements d'importance capitale se déroulent en Valais. Il reconnaît la République française qui lui dépêche le conventionnel Michel-Ange-Bernard Mangourit, résident de titre, proconsul de fait et qui n'avait d'angélique que le prénom. Le Haut-Valais renonce à sa souveraineté sur le Bas. La devise : « liberté, égalité, fraternité » s'étale sur les papiers officiels et dans les discours. Le Valais adhère à la République helvétique et adopte une constitution conforme. Enfin, le 24 février 1793, un décret d'amnistie est voté en faveur des citoyens que leurs opinions politiques avaient fait condamner et proscrire. Léopold Nucé, au bénéfice de ce décret, rentre en Valais, à St-Maurice, subitement devenu un foyer de libéralisme avancé et où il avait des cousins influents : Etienne, fermier des postes, Joseph-Melchior et Emmanuel-Hyacinthe, tous trois honorés de charges publiques. Il croit venu le moment de prendre sa revanche : le 16 ventôse (5 mars) déjà, il offre ses services au Directoire français et consent même à prendre les armes contre « l'aristocratie helvétique » dont il se déclare l'ennemi implacable. Sans réponse du Directoire, c'est Mangourit qu'il obsède de ses propositions et effectivement, il en obtient une apostille « rendant hommage à son civisme qui n'a pas changé et qui est à la française ». Ce titre contribue du moins à le faire élire, (16 avril 1798) lui, quasi inconnu dans ce pays qu'il n'a jamais habité, l'un des huit représentants du Valais au Grand Conseil helvétique à Aarau, puis à Lucerne ; il devait s'y retrouver avec d'anciens compagnons d'armes, François Perrig, Joseph de Bons et Pierre de Preux, et voisinait avec le sénateur d'Augustini, sa bête noire, contre laquelle il ne manquera pas de décocher une flèche à l'occasion.

³ Carnot, voir *Conservateur suisse*, T. IV, p. 244.

C'est le 14 mai seulement, après la pacification du Haut-Valais, que Nucé en tenue officielle : chapeau rond, orné de la cocarde nationale et d'un plumet rouge, veste bleue foncé, écharpe verte, présenta ses lettres de créance, reçut l'accolade présidentielle, et aussura l'assemblée de son dévouement à la cause de la liberté et à la République helvétique. A part Preux qui l'accompagnait, les six autres députés étaient encore prisonniers.

Au sein du corps législatif central, il sera de loin le plus loquace des députés de son canton et le nombre de ses interventions à la tribune ne le cédera qu'à leur pétulance. Il en est un peu l'enfant terrible, le Denton en diminutif ; ses incartades provoquent tantôt les rires et les applaudissements, tantôt les murmures et les rappels à l'ordre. Peu se sont assimilés autant que lui le style Directoire où les déclamations les plus démagogiques et les plus féroces s'accompagnent de trémolos humanitaristes et déistes. Au demeurant, il fait figure dans ce parlement qui compte parmi ses membres des parvenus illettrés ; il fait partie de nombreuses commissions ; il est même appelé à le présider en séance du 5 juillet 1798 et le 25 mai 1799, il est élu troisième candidat au Directoire⁴ pour remplacer Ochs.

Nucé inaugure ses nouvelles fonctions en proposant la réunion au domaine national de tous les cens et biens féodaux et en réclamant, à répétées fois, une indemnité pour lui et les autres victimes de l'ancien régime, entr'autres le commandant Barthélémy Guillot, fils du décapité de la Planta. Les oligarques ont assez longtemps persécuté les patriotes, le tour de ceux-ci est venu, qu'ils leur appliquent la peine du talion et les rendent personnellement responsables de leurs abus et méfaits. Comme au cours des débats, le nom de *grand-baillif* a été prononcé : « Citoyens, s'écrie Nucé, mes cheveux se sont dressés quand j'ai entendu le nom de baillif. J'espère qu'un animal aussi venimeux ne viendra plus déshonorer notre terre », (19 avril 1798) ; le 3 janvier 1799, c'est le mot d'*aristocrate* qui le met hors des gonds : « On a prononcé ici ce matin les mots d'oligarques et d'aristocrates ; pour l'honneur de cette assemblée et de la patrie, j'é mets le vœu qu'ils soient désormais interdits dans cette salle. »

Après avoir toléré les exactions du sinistre Rapinat, le Grand Conseil et le Sénat helvétique avaient cru devoir, à la première rumeur de son rappel, célébrer cet heureux événement par une fête solennelle dans toute la Suisse (25-26 juin 1798). Nucé affirma à ce propos « qu'il n'entra jamais dans l'intention du Directoire français d'enchaîner l'Helvétie » (??) et demanda qu'on commençât la fête projetée « par un acte de reconnaissance envers l'Être suprême, car n'oublions pas, que les païens eux-mêmes commençaient toutes leurs fêtes en remerciant Jupiter. »

⁴ Ce rôle en vue de Nucé est relevé par Ant. Miéville, dans ses « Souvenirs des Révolutions de la Suisse » : « ...on remarquait également dans les Conseils des hommes pleins de talents, dans le Sénat, Muret et Ustéri, dans le Grand Conseil, Koch, Kuhn, Gapanni, Secretan, Nucé et tant d'autres amis de la liberté... »

Hélas ! Rapinat continua ses rapines à la barbe des autorités législatives qui n'osaient piper mot.

S'il est des voiles qu'on ne peut soulever, des intimités où il est inconvenant de pénétrer, des discours prononcés à une tribune et protocolés dans des organes officiels⁵ appartiennent à la collectivité.

Voici donc quelques spécimens illustrant le genre oratoire, heurté, ironique, mordant et surtout violent de Nucé.

Le 9 août 1798, il demandait un congé pour aller prendre les bains en Valais : « En même temps, dit-il, j'espère pouvoir servir ma patrie. Des prêtres cherchent encore à bouleverser ce malheureux pays. Les flots de sang qu'on a versés n'ont pas désaltéré ces tigres. De nouveaux complots se trament. Eh ! bien, je les surveillerai et je déjouerai leurs efforts. »

De retour à Aarau, il rendit compte de la situation en Valais : « Ces très chers messieurs du clergé ont voulu renouveler leurs menées séditionnelles. Mais on leur a dit quelque chose à l'oreille, en français, en allemand et même en latin. Aussi ont-ils fini par comprendre. Ils ont prêté le serment civique. Tous les théologiens du pays et encore les évêques étrangers ont été consultés. Le peuple l'a aussi prêté avec sincérité, avec joie. » (27 août).

Il y eut pourtant à St-Maurice un trouble-fête et ce trouble-fête fut précisément Léopold Nucé. Comme c'est le cas pour les fêtes carillonnées, la cérémonie avait lieu en l'église de l'Abbaye. M. Gard, curé de la paroisse, monta en chaire pour tranquilliser le peuple, ce serment ne renfermant rien de contraire à la foi catholique, puisque le culte de celle-ci était garanti. A ces mots, Nucé s'avance vers la balustrade du chœur et proteste contre ces commentaires qu'il estime intempestifs et séditionnels !⁶

Après l'écrasement des cantons primitifs en septembre 1798, le gouvernement helvétique, qui n'en était plus à une pleutrerie près, déclara que l'armée de Schauenbourg avait bien mérité de la patrie et affecta au soulagement des victimes les biens des chefs rebelles. Surenchérissant, Nucé proposa « que cet ordre du jour fût lu dans toutes les églises, que les vipères qui avaient égaré le peuple fussent citées en justice, pendues et rouées en effigie et que les nids de ces vipères (soit les couvents d'Einsiedeln et de St-Gall) fussent détruits et qu'il n'en restât pas pierre sur pierre.⁷ »

A la décharge de Nucé, reconnaissons que la guerre qu'il a déclarée aux conducteurs spirituels du peuple comporte des accalmies.

Une résolution ayant été votée contre l'admission de nouveaux novices dans les couvents et le séquestre de leurs biens, il demande et obtient « au nom de l'humanité souffrante » qu'il soit fait une exception en faveur de l'hospice du Grand St-Bernard. Il s'oppose également à la vente du domaine de Sallaz, appartenant à l'abbaye de St-Maurice, « non point qu'il soit saisi

⁵ Bulletin du Corps législatif (1798-1804). *Der schweizerische Republikaner* (1798-1800).

⁶ Notes manuscrites du chanoine A. J. de Rivaz.

⁷ *Schweizerische Republikaner* (1798-1800).

de l'esprit monacal, mais parce qu'il est ami de l'humanité. » Il intervient en faveur des Ursulines enseignantes, privées de leur gagne-pain.

Enfin, constatation éternellement vraie que l'homme et plus encore le politicien est un être ondoyant et divers, en mars 1799, il déclare qu'il s'opposera désormais sa vie durant à toutes nouvelles confiscations de biens ecclésiastiques, ceux-ci n'ayant jamais été aussi improductifs que depuis que l'État s'en est emparé.

Il a le mérite de généreuses initiatives : il veut l'instruction du peuple par l'école et par la presse ; il veut la diminution des procès par la création de justices de paix ; il veut l'amélioration du sort du paysan et préconise, le 28 août 1798, — encore un précurseur méconnu ! — l'assurance contre les risques de grêle et d'épizootie. Pour remédier au paupérisme, plaie de l'époque, il suggère la traduction dans les trois langues nationales et la diffusion dans toute la Suisse de l'ouvrage du philosophe américain Rumford : *Essais et expériences politiques, économiques et philosophiques*, imprimé à Genève en 1798 sur autorisation demandée à l'auteur par Nucé lui-même. Ces réformes sociales portent spécialement sur l'interdiction de la mendicité, sur l'ouverture d'établissements agricoles et manufacturiers pour les enfants abandonnés, sur l'extension de la culture de la pomme de terre, sur la vulgarisation des cuisines économiques, etc. Elles furent en partie réalisées par Pestalozzi et Fellenberg. Nucé vit sa proposition acceptée et, dans sa joie, déclara que ce jour était le plus beau de sa vie.

Son chant du cygne au Grand Conseil helvétique fut un cri de douleur et de pitié pour l'état de misère et d'anarchie auquel l'invasion française avait réduit son canton,⁸ et une protestation des plus véhémentes contre l'abus de pouvoir et les illégalités commises ou complotées par le Directoire. Il réclama le renvoi de trois ex-directeurs devant les tribunaux et la destitution des cinq actuels et il renonçait à paraître aux séances aussi longtemps que la constitution ne serait pas respectée. (27 janvier 1800) :

« Honte et exécution ! »...

...« Je me résume et dis que la constitution étant violée depuis le 7 janvier,⁹ je regarde et déclare nul pour moi tout ce qui s'est fait et se fera. Mes pouvoirs sont finis jusqu'à une nouvelle constitution. Là, je les reprendrai, car ce n'est que pour opiner selon ma conscience que le peuple souverain m'a envoyé parmi vous ; c'est de lui seul que je tiens mon droit, c'est lui seul qui me l'ôtera. J'ai dit. Je me tais. Nucé. »

⁸ Une somme de 7000 fr. fut votée pour parer aux besoins les plus urgents ; des enfants du Haut-Valais furent recueillis dans le Bas-Valais et dans les cantons de Fribourg et de Vaud. — Augustini au Sénat et Nucé au Grand Conseil reviennent à la charge le 16 mai 1800 et obtiennent un nouveau crédit de 14.000 fr.

⁹ Delaharpe combinait un coup d'Etat semblable à celui de Bonaparte, le 18 brumaire. Le Directoire avait placé une sentinelle à la porte de Nucé pour surveiller ses visites et ses allées et venues. (Voir Tillier, T. I, p. 440 et suiv.).

Quelque tardif, quelque théâtral et nerveux qu'il fût, ce dégonflement révèle du tempérament et de la dignité. En clamant son déli et son mépris au Directoire, appuyé sur les baïonnettes françaises, Nucé rachetait bien des erreurs.¹⁰

Pendant que Français et Austro-Russes se battaient, entraînant chacun à leur suite une fraction de Suisses, le Sénat et le Grand Conseil helvétiques cassaient le Directoire, et établissaient une nouvelle constitution et un nouveau gouvernement désigné *Commission exécutive* (7 janvier 1800) laquelle à son tour destituait le Sénat et le Grand Conseil (7 août 1800) : la dictature de Delaharpe était à vau-l'eau et les modérés l'emportaient sur les exaltés, les fédéralistes sur les centralisateurs. Le député Nucé était démissionnaire malgré lui.

III. *Dernières années. — Relations avec le Premier Consul.*

Une certaine obscurité entoure les dernières années de Léopold de Nucé. Malgré de nombreuses et lointaines recherches, il ne m'a pas été possible de découvrir ni l'endroit de sa retraite, quelque part en France, où il se réfugia quand le Valais fut rendu à l'indépendance, ni l'année de sa mort. Seule, une pétition retrouvée par le comte Serge Fleury qui l'analysa dans un article du *Journal des Débats*¹¹ projette là-dessus quelque lueur : je m'y réfère. Il ressort de ce document que Nucé devint chef des associations d'anciens combattants — tout comme Henri Barbusse de nos jours — et qu'il ne se désintéressa pas des affaires de son pays.

Ce n'est pas pour les beaux yeux des Valaisans que le Premier Consul a construit la route du Simplon. La vérité est qu'il convoite cette clé des Alpes et pour la posséder, tous les moyens, tour à tour doux ou brutaux, lui seront bons. Déjà avant le traité de paix de Lunéville (9 février 1801), la France avait demandé la cession de la rive gauche du Rhône, de Brigue à St-Gingolph ; cette proposition ayant été repoussée, elle offrit à la Suisse, en échange du Valais, le Frickthal qu'elle venait d'acquérir de l'Autriche.

Nucé s'applique (1801) à convaincre Bonaparte qu'il est faux que le Valais désire son annexion à la France, — envisagée par une poignée infime d'agitateurs tels que Frédéric-César Delaharpe,¹² le préfet Pittier, les médecins Desloges et Schiner, etc. « S'il est un fait certain, c'est que le Haut-Valais ne se consolera qu'à la dixième génération de perdre sa souveraineté et que le Bas-Valais préférera au nouvel état de choses les fers de l'ancienne

¹⁰ Séance du 7 janvier 1800. Nucé propose de suspendre de leurs fonctions les cinq membres du Directoire et en attendant de remettre le pouvoir exécutif entre les mains d'une commission de cinq membres. (*Bulletin du Grand Conseil helvétique*).

¹¹ Du 4 février 1927.

¹² Voir son mémoire au Directoire français du 11 septembre 1797.

tyrannie. » Une expérience a suffi ! « Là pourtant, il y aurait une partie à jouer : on réussirait peut-être à s'attacher le Bas-Valais, mais il faudrait alors s'en donner vraiment la peine et réparer de nombreuses injustices..

« Depuis trois ans, ce pauvre coin de terre a souffert de pillage et de réquisitions continuelles. Ces réquisitions ne sont pas acquittées. Ces dettes sont sacrées. Eteignez-les. Le Trésor de la France n'en souffrira pas et les malheureux pères de famille, cessant de souffrir, vous béniront autant qu'ils vous admirent. »

Comment résister à un compliment si bien tourné ? Nucé croit avoir gagné la partie — elle n'était que remise de neuf ans — et, au nom des associations d'anciens combattants qu'il préside, il continue :

« Il est une autre dette non moins sacrée, c'est celle des pensions de tant d'anciens braves militaires qui ont sacrifié leur sang et leur jeunesse pour le service de la France, qui sont restés fidèles à la cause de la liberté, qui en nombre double de celui d'aucun autre régiment suisse ont combattu et combattent encore sous les drapeaux républicains... qui ont couru risque de voir leur peu de bien confisqué par le ci-devant Valais... qui ont été honnis, conspués par les vils, mais trop nombreux satellites du despotisme... ces malheureux ne touchent pas un centime depuis quatre, cinq ou six ans. »

Lors du licenciement du régiment valaisan, il était redû aux capitaines, selon les comptes du capitaine François de Courten, une somme totale de 132.674 livres. Cette somme fut payée plusieurs années plus tard, mais pour la moitié en assignats. L'intervention de Nucé y fut-elle pour quelque chose ? Quant aux pensions arriérées, dont le montant était bien supérieur à celui-là, M. Fleury laisse entendre qu'elles furent acquittées, (« La partie, cette fois, est gagnée... ») tandis que nos historiens suisses prétendent le contraire.¹³

Enfin, Nucé croit de son devoir de plaider la cause des 6000 indigènes réquisitionnés pour le transport de l'artillerie lors du passage du Grand St-Bernard en mai 1800, et à qui on avait promis 1000 fr. par pièce transportée au-delà du col. La plupart n'étaient pas payés¹⁴ et d'autres à un taux

¹³ De Vallière « Les régiments suisses au service de France » : « Mais les pensions promises n'arrivèrent pas, bien des officiers moururent dans une situation voisine de la misère », p. 187.

¹⁴ M. Fernand Gigon a publié récemment dans le *Journal de Genève* une lettre de Bonaparte conservée aux archives de Bourg St-Pierre et où il reconnaît la dette contractée envers les habitants de ce village. Il m'a paru intéressant de la reproduire ici :

« Au citoyen Max, président de la municipalité de St-Pierre (du Mont Joux), St-Pierre-Aoste, le 4 prairial, an VIII de la République.

» Au citoyen Max, Pré...

» J'ai reçu, citoyen, votre lettre du 20 mai, je suis très satisfait du zèle qu'ont montré tous les habitants de St-Pierre et des services qu'ils nous ont rendus. Faites une estimation des dommages qu'aurait causé le passage de l'armée et je vous indemniserai de tout. Ceci n'est que justice et je désire de plus pouvoir faire quelque chose d'avantageux à votre commune.

Bonaparte. »

La facture fut établie et remise au général, mais elle ne fut jamais payée.

inférieur à celui conyenu. Ces mœuvres, ainsi que la réquisition des vivres et des fourrages dépassaient le montant de 300.000 fr.

« Si on ne se livrait pas à des dépenses inutiles, écrit Nucé, l'argent ne manquerait pas pour les cas intéressants. Pourquoi maintenir la plus qu'inutile abbaye de St-Maurice, dont les moines passent tout leur temps à brailler du mauvais latin, et qu'il serait si simple de réunir à l'incomparable maison du Grand St-Bernard ? Pourquoi priver les pauvres de 15 à 18.000 fr. de rentes qui devraient leur revenir ?... »

Le consul Bonaparte resta sourd à la première suggestion — les paysans du Bas-Valais durent se contenter de l'honneur de lui avoir rendu service et le St-Bernard fut seul à recevoir 18.000 fr. sur les 40.000 qui lui étaient dûs ; — par contre l'empereur Napoléon ouvrit largement les oreilles à la seconde : sous le régime français l'abbaye de St-Maurice fut effectivement rattachée au Grand St-Bernard.

Mais Nucé ne vit pas plus la réalisation de la deuxième que de la première, car dans l'intervalle (vers 1805) la mort vint interrompre la série de ses aventures et de... ses pétitions.

Avril 1930.

J.-B. Bertrand.

SOURCES :

Généalogie de la famille de Nucé.

Etats des officiers du Régiment de Courten.

Généalogie et services militaires de la famille de Courten.

Lutz M. : « Nekrolog denkwürdiger Schweizer ».

Ribordy L. : « Documents pour servir à l'histoire contemporaine du Valais ».

Nouvelliste Vaudois, 1798-1800.

Der schweizerische Republikaner, 1798-1800.

Bulletin du Corps législatif, 1798-1800.

Comte Serge Fleury : Les difficultés financières d'un général suisse sans-culottes (*Journal des Débats*, 4 février 1927).

Abscheids de la Diète.

Papiers personnels.

V. Tillier. « Geschichte der Helvetischen Republik ».

Raoul Rochette : « La Révolution helvétique », 1798-1802.

Le portrait du général de Nucé a été fait par le peintre vaudois Benjamin Bolomey.